

L'Égalité



«Le sens réel du mot d'ordre d'égalité ne peut résider que dans l'abolition des classes sociales» LÉNINE

Les mesures de Valls-Hollande-Macron ne profitent qu'aux riches

Il faut un mouvement de masse pour les stopper !



Une nouvelle année sous le gouvernement Hollande commence mais malheureusement, rien ne laisse présager de jours meilleurs pour les travailleurs. Face à une situation sociale alarmante, le gouvernement maintient son cap à droite, proposant encore et toujours des mesures qui ne profitent qu'aux riches et qui n'améliorent en rien notre sort.

Dans ses vœux pour 2015, Hollande prône la confiance et l'audace. Audace dont il fait preuve lui-même en poursuivant sa politique en faveur des entreprises (traduisez "en faveur du patronat") alors que nous venons de vivre une année noire du point de vue de l'emploi avec près de 1000 chômeurs supplémentaires par jour depuis le mois de septembre! Et bien que les grands patrons du CAC 40 réalisent 34,4 milliards d'euros de bénéfice sur un seul semestre (de janvier à juin 2014), on nous demande à nous de poursuivre nos efforts pour relancer le pays alors que nous sommes de plus en plus nombreux à ne pas tenir les fins de mois. Quand on lit que ce gouvernement entend indemniser la société Ecomouv' à hauteur de 839 millions d'euros pour avoir abandonné l'écotaxe qui n'était qu'un projet, on n'a plus aucun doute

sur le parti pris. Même si c'est là que se concentrent les richesses, ce ne sont pas les grandes entreprises qui font des efforts pour réduire les dépenses de l'État! Autre exemple de farce à la mode politicarde, la taxe à 75% sur les hauts revenus. Elle a été bien utile pour mobiliser l'électorat de gauche, mais voilà que cet impôt est sur le point d'être enterré, sans la moindre explication. Ils laissent les richesses se concentrer alors qu'une fois de plus, le Smic ne connaîtra pas de coup de pouce en ce début d'année.

Plus personne n'a d'illusion dans les beaux discours de ces politiciens véreux mais pourtant, la contestation a du mal à se faire entendre. S'ils parviennent à poursuivre cette politique en faveur des riches, c'est bien parce que nous sommes désarmés. Les directions syndicales sont davantage investies dans le "dialogue social" avec le gouvernement que dans la construction d'un mouvement combatif qui cherche réellement à en découdre. Mais les dissensions internes augmentent dans ces structures et même si elles s'expriment aujourd'hui sous forme de scandale et de crise comme au sein de la CGT, on peut espérer que le débat interne reprenne pour parvenir à construire de vrais outils de lutte pour les travailleurs et la jeunesse.

Le tableau n'est pas plus réjouissant du côté des partis politiques. La population souffre toujours de l'absence

d'un parti prêt à les défendre en proposant un plan d'action clair pour s'opposer aux reculs que nous impose le gouvernement Valls-Hollande. Même à gauche de la gauche, la plupart ne parle plus que des élections de 2017... Et face à ce vide, c'est le Front National qui se profile comme l'alternative, sans hésiter à teinter son discours de mesures sociales. Il se nourrit du malheur des gens et prétend vouloir les défendre alors qu'il n'est qu'un parti de magouilleurs pro-capitalistes prônant la xénophobie et la haine. Cette politique antisociale, en accroissant les divisions et l'intolérance, est également le terreau des groupes extrémistes dangereux qui forgent des assassinats barbares comme les terroristes qui ont attaqué et tué 17 personnes dont 12 dans les locaux de Charlie Hebdo. Ce ne sont pas les plans Vigipirate qui permettront d'éviter ce genre d'actes cruels, c'est un mouvement de masse uni contre le racisme et la précarité.

Si on laisse le PS mener sa politique, on peut toujours attendre pour que nos vies s'améliorent! Toutes les richesses nécessaires sont là, sous nos yeux et il est grand temps que nous prenions les choses en main pour imposer leur réelle répartition. C'est ce que l'on peut espérer pour cette année 2015, le développement d'une réelle force qui unisse les travailleurs, les jeunes, les immigrés... et qui nous permette enfin d'agir dans notre intérêt et celui de la planète.

BRICS : où en sont les "sauveurs" de l'économie mondiale ?

Par Cécile

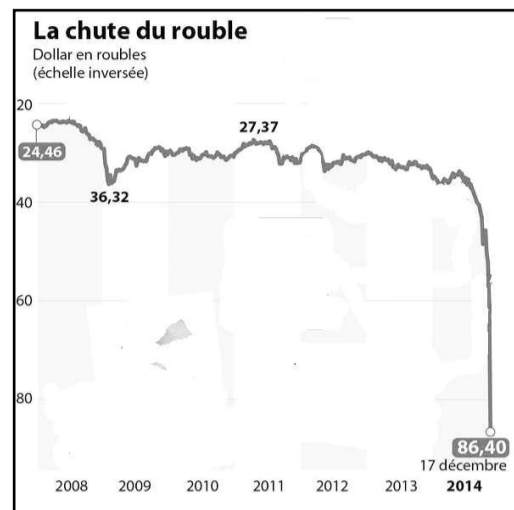
Après la crise des subprimes en 2007, qui ne devait être que temporaire, locale, puis qui ne devait se limiter qu'aux « vieilles économies », dont on voyait « la fin » chaque année, le leitmotiv des économistes capitalistes était que les BRICS allaient sauver le monde grâce à leur exceptionnelle croissance. Plus d'un fantasme sur la croissance à deux chiffres de la Chine en 2010 alors que tous les pays capitalistes avancés plongeaient dans le marasme après les sauvetages gigantesques des grands établissements bancaires en 2008-2009. Mais pour les pays dits BRICS, Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud, les mauvaises nouvelles économiques se succèdent.

Economies en berne

En 2008, c'était l'Inde la star des BRICS. Tous les économistes capitalistes lui prédisaient un taux de croissance à deux chiffres, supérieur à celui de la Chine. Avec des perspectives de profit trop faibles pour les capitalistes, l'investissement dans l'économie réelle – et dans le cas de l'Inde, dans les infrastructures en particulier – est resté et restera historiquement bas voire nul à une échelle large. En 2012, l'Inde est devenue le « premier ange déchu » des BRICS avec une croissance qui est tombée à 0 en 2009 et, après un pic en 2010, elle n'a fait que reculer pour finalement stagner entre 4,5 et 5% sur 2012-2014. Et ce n'est pas l'élection de Modi en 2014, annoncé par les économistes capitalistes comme l'homme providentiel, qui y changera quoi que ce soit. La pauvreté règne dans ce pays où la corruption est maîtresse, où les infrastructures sont dans un état lamentable, où l'électricité manque dans de nombreux États, et où la majorité de la population est constituée de paysans pauvres et sans terre. Les scandales de corruption ainsi que la mise en place de politiques néolibérales n'ont cependant pas laissé les masses dans un état de passivité. Nombre de grèves parmi la classe ouvrière ont déjà eu lieu en 2014, et il est inévitable que les politiques du gouvernement de droite nationaliste rencontrent une résistance de masse dans tout le pays.

C'est la question qui se pose également en Afrique du Sud, où c'est un bien "décevant" (selon le terme consacré) 2,1% de croissance que le FMI prévoit pour 2015 et demande des baisses de salaires et des privatisations si l'on raccourci. L'ANC lui-même a admis que c'est moitié moins de ce qu'il faudrait pour ne serait-ce qu'émailler les 40% de chômage qui laissent des millions de personnes dans des situations de pauvreté extrême. Les luttes héroïques qui ont eu lieu depuis 2012, particulièrement dans l'industrie minière, continuent de façonner un paysage politique et une lutte des classes de plus en plus tendus. Les attaques sur les services publics occasionneront elles aussi des luttes de grande ampleur cette année, notamment dans l'éducation et parmi la jeunesse ; ce sera également le cas dans le secteur privé alors que le patronat minier et industriel tentera de reprendre les concessions qu'ils ont été forcés de donner aux travailleurs sur la

base des grèves de 2014. Alors que l'ANC n'a jamais été dans une telle situation de faiblesse, la question de la lutte pour une véritable alternative socialiste au chaos capita-



liste se posera de plus en plus clairement en 2015.

En Russie la situation est noire avec une dure récession. La baisse du PIB a été de 0,2% en octobre et en novembre ; le rouble a chuté de 45% depuis début 2014, ce qui occasionne une crise monétaire. Medvedev a d'ores et déjà publié un décret pour renflouer les banques. Dans un pays où plus de 40% des revenus viennent du pétrole, la chute historique des cours fait prévoir une récession de l'ordre de -4%. L'inflation a explosé : +11% sur 2014, causant une forte chute de la consommation et un appauvrissement toujours croissant des masses du pays. Au Brésil, les scandales de corruption de Petrobras (la compagnie pétrolière nationale) et des milliards dépensés dans les équipements sportifs pour la Coupe du monde ont levé le voile sur une situation insupportable au quotidien, avec plus de 20% de la population vivant sous le seuil de pauvreté. Son économie étant en majorité dépendante de ses exportations de matières premières, le ralentissement économique notamment de la Chine va avoir un impact direct sur le pays : le FMI prévoit une croissance de l'ordre de 1% pour 2015, présageant de nouvelles attaques sur les conditions de vie des masses alors que les capitalistes du pays vont tout faire pour tenter de sauvegarder leur niveau de profits.

Moteur en panne

Si la situation de l'ensemble des BRICS n'est pas prête de s'améliorer, c'est aussi parce que leur fameux "moteur", la deuxième économie mondiale, la Chine, est en panne et fait craindre à juste titre des retentissements sur toute l'économie mondiale. Après 2008, le régime a réussi à maintenir un taux de croissance assez haut, incomparable à celui de la période précédente mais tout de même un des plus hauts sinon le plus haut du monde – tirant ainsi avec lui les économies de nombreux pays riches en matières premières, comme le Brésil.

Les prévisions de croissance pour 2015 ont été fixées à 7,5% par le PC, mais ce chiffre ne sera probablement pas atteint: il

s'agit du taux de croissance le plus faible depuis 1990. Le président Xi Jinping a essayé de théoriser ce chiffre comme étant la "nouvelle norme" pour l'économie chinoise de tourner ainsi au ralenti, dans une tentative de prétendre que ce ralentissement était une politique délibérée du régime. Pourtant il existe une myriade de facteurs de l'économie sur lesquels le gouvernement n'a absolument aucun contrôle et qui pourraient bien déclencher des ondes de choc économiques dans la prochaine période.

La Chine a en effet des surcapacités de production énormes dans tous les grands secteurs de son économie: depuis l'énergie solaire en passant par l'acier et surtout la construction, secteur qui consomme environ la moitié de la production mondiale d'acier et de ciment et emploie 37 millions de travailleurs! Il y a déjà eu une chute de 10% de la vente de logements en 2014, un rapport a mentionné récemment qu'il y a au moins 50 villes dans lesquelles au moins la moitié des logements est vide. Dans cette folie hyper spéculative de la construction, les surcapacités de production déjà énormes du pays ont continué de se développer de manière complètement absurde, tout comme le crédit, avec 19000 milliards de dollars de prêts accordés depuis 2008.

Les entreprises et les gouvernements locaux accumulent des dettes très rapidement avec notamment une explosion du "shadow banking" (système bancaire parallèle) auquel ils ont recours pour outrepasser les tentatives de régulation des dirigeants du PC. Les risques que de nombreuses entreprises ou gouvernements locaux tombent en faillite est grand. À tout cela s'ajoute de plus le danger d'une déflation (voir à ce sujet l'Égalité n°167), les prix enregistrant une baisse consécutive depuis 3 ans en Chine. Le gouvernement central fait à présent face à un énorme dilemme: ses mesures anti-déflation pourraient bien faire exploser de nouvelles bulles spéculatives et ainsi exacerber la crise. Il est probable que le pays entre à présent dans une longue

phase de déflation, de stagnation et de crises d'endettement. Et qui ne pourra pallier à l'absence complète de marché intérieur avec laquelle se démènent les gouvernements successifs de Chine.

Alors que la première conférence des BRIC en 2006 parlait d'un « nouvel ordre mondial plus juste et plus démocratique », nous parlons de pays parmi les plus injustes, corrompus et répressifs. La majorité de la population de ces pays pourtant riches en matières premières, en force de travail, se débat dans la pauvreté. Mais depuis 2009, la hausse dividendes reversés aux actionnaires a été de 136% pour les BRICS (contre +22% Europe et +70% aux US) ! En Chine, depuis le début des années 2000, les 20 % les plus riches ont vu leur revenu croître de 15,1 % alors que pour les 20 % les plus pauvres la croissance des revenus n'a été que de 8,5 %. La croissance des inégalités et la corruption, qui ont été un facteur majeur dans les luttes au Brésil par exemple, continuera d'être une question centrale de la période qui vient. Dans cette période de haute instabilité, il ne peut être que certain qu'à l'instar des luttes de masses au Brésil, en Afrique du Sud, et des innombrables luttes et grèves en Chine – notamment avec l'impact qu'a eu en Chine continentale la "Révolution des parapluies" à Hong Kong, avec l'augmentation de la répression dans tous ces pays, sans parler de la Russie ou de l'Inde, la lutte des classes va continuer à se tendre en 2015. La question centrale restera celle de l'alternative à opposer au chaos et à l'anarchie complète qui sont les seules choses que peut apporter le capitalisme : pour une véritable sortie de la crise, il faudra reconstruire les outils qui permettront à la classe ouvrière, à la jeunesse et aux masses pauvres de s'organiser autour d'un programme de lutte contre le capitalisme, pour une société authentiquement socialiste où l'économie sera planifiée et gérée démocratiquement par eux-mêmes en vue de la satisfaction des besoins de tous.



Les chefs d'Etat des BRICS réunis comme chaque année à leur conférence, en 2014 le «happening» se déroulait au Brésil : une belle brochette d'affameurs et d'assassins (Nacho Doce - reuters)

Pour nous contacter

grcontact@hotmail.com

06.14.07.45.19 / 09.54.79.19.17

facebook.com/gaucherevolutionnairecio

Abonnez-vous ! à L'Égalité

ABONNEZ-VOUS

Je souhaite m'abonner au journal L'Égalité
France 6 mois = 6 € ; 1an = 15 € ; International 1 an = 30€
Chèque à l'ordre de "Voyages Jeunesse Education"
ou en ligne sur notre site

Nom :
Adresse :

Prénom :

Coupon à retourner à :

Les amis de L'Égalité, 82, rue Jeanne d'Arc
centre 166, 76000 Rouen

Le FN en ordre de bataille pour les prochaines élections... Et en face ?

Par Alex

Le congrès du Front National a consacré la suprématie de Marine Le Pen qui avait pris la tête du FN de manière contestée en 2010. Mais cette unité n'est pas garantie, les tensions idéologiques et les appétits de pouvoir grouillent comme de la vermine sous la carapace de la ligne officielle. Reste que sans véritable force pour le contrer, le FN peut continuer à progresser.

La croissance du Front National est réelle. Officiellement il annonce plus 300% de ses effectifs en 4 ans, avec 83 000 membres. Cependant, ce sont finalement 22 000 membres qui ont voté à ce

congrès. Aux européennes de 2014, il a fait 4,8 millions de voix contre un peu plus d'un million en 2009, passant ainsi de 3 à 24 eurodéputés. La percée électorale est réelle mais semble plus le résultat d'un vide que le FN parvient à occuper.

Partisans du contrôle économique contre libéraux ?

Cette percée ne s'est pas faite sur la base du programme traditionnel du FN (suppression du régime des retraites par répartition, du SMIC, privatisation de la plupart des services publics, renvoi massif des immigrés...). Avec la grave crise économique déclenchée en 2007-2008, provoquant une flambée du chômage mais affectant finale-

ment peu les grandes entreprises et les banques, invalidant ce même programme, un recentrage populiste a débuté. Le peuple contre les élites patronales, politiques et syndicales, un programme comportant des nationalisations, la défense des droits des travailleurs, des acquis sociaux et désormais une distinction entre immigrés anciens (ou enfants d'immigrés) et immigrés clandestins ou qui arrivent encore.

Critiquant fortement le capitalisme et la mondialisation, la nouvelle direction du FN, Marine Le Pen, Florian Philippot, Steve Briois et autres ont fait un véritable putsch idéologique. Même sur des sujets comme le mariage pour tous, où le FN a toujours refusé d'appeler en tant que tel aux manifestations (tout en restant contre en prônant le droit à une "Union civile" entre homos).

La bataille fait rage dans le FN

D'un côté, surtout implantée dans le Sud et le Sud Est, longtemps encadrée par les courants descendants de la mouvance pro-Algérie française, l'aile la plus traditionnelle, partisane de théories comme la "remigration" (le renvoi progressif de tous les immigrés), cherchant avec des figures comme Marion Maréchal Le Pen un remplaçant à Jean Marie Le Pen. De l'autre, les nouveaux cadres comme Briois, qui n'hésite pas à dire son admiration pour Jaurès, ou Philippot qui se rend aux commémorations de la mort de De Gaulle pourtant l'ennemi historique de l'extrême droite nostalgique des colonies.

Les divergences politiques de taille ont pu se voir au congrès mais aussi suite aux attentats contre Charlie Hebdo. Tandis que JM Le Pen déclarait: "Tous ces gens marchent avec la pancarte 'Je suis Charlie' alors qu'en fait ce sont des 'charlots' qui sont responsables de la décadence de la France", des maires FN faisaient des commémorations "Je suis Charlie" alors même que le journal attaquait tout le temps le FN.

Il est néanmoins peu probable qu'avant l'élection présidentielle de 2017 il y ait un clash ouvert entre ces deux courants.

Beaucoup d'éléments contredisent dans la réalité ce discours prétendument défenseur du peuple. Il y a les pratiques dans les municipalités qu'il dirige (suppression de nombreux budgets sociaux), le fait que la famille Le Pen soit multimillionnaire. De plus, les élus du FN sont des politiciens professionnels comme les autres, qui cumulent bien souvent deux mandats importants (les eurodéputés quasiment tous conseillers régionaux ou départementaux). Mais cela mettra du temps à se voir.

D'autant qu'en face du FN, il est plus difficile de mobiliser qu'avant alors que le danger reste le même. Ainsi, la contre-manifestation à Lyon lors du congrès du FN n'a rassemblé que 8000 personnes, et a même rapidement été dissoute sous le double jeu de soi-disant «black blocks» (qui pensent de manière infantile que casser des vitrines de banque générerait le capitalisme et l'Ordre) et d'un déploiement policier aussi massif que violent. Quant aux "collectifs" qui avaient fleuri après les européennes, ils n'ont guère passé l'été, incapables d'avoir un discours qui allie réellement la dénonciation du FN, celle de la politique du gouvernement et une pratique tournée vers les couches populaires larges.

Pour nous, la lutte contre le Front National est une lutte qui ne peut se permettre ce genre de preuve de faiblesse car l'enjeu est très sérieux. Le FN est un ennemi mortel des travailleurs et un recours possible des capitalistes dans la période à venir. Les prochaines élections verront certainement un score important pour le FN et à nouveau des réactions et des manifestations. Nous proposons de ne pas attendre, de s'organiser et de mener activement campagne pour dénoncer autant le FN, son venin raciste, son discours d'endormissement des travailleurs (ne vous révoltez pas, votez pour nous) que le système capitaliste qui le nourrit.



Ce que propose Mélenchon permet-il de s'opposer à Hollande et Valls ?

Par Virginie Prégny

A gauche Jean-Luc Mélenchon reste l'homme politique considéré comme l'un des meilleurs opposants au gouvernement, crédité de 33 % d'opinions favorables (dans un sondage Odoxa pour le Parisien-Aujourd'hui en France réalisée les 20 et 21 novembre 2014) 27% des sondés considèrent qu'il représente le mieux les idées de gauche, mais derrière Martine Aubry, (40%). Si l'opposition au gouvernement apparaît désormais plus claire qu'au début du mandat de Hollande, les propositions concrètes de lutte et d'alternative politique ne sont pas à la hauteur.

Acceptation du cadre du capitalisme

Le programme du Parti de Gauche entend «affronter la finance» et lutter contre les politiques néolibérales. Et pour ce faire «il faut que soient élus des dirigeants qui ne dépendent d'aucune manière de l'oligarchie financière et que le peuple, à la faveur d'une Sixième République, exerce le pouvoir pour de bon. Il faut une révolution citoyenne».

Au-delà des mots et formulations, ce qui apparaît clairement dans ce programme c'est la volonté de lutter contre les excès du capitalisme, d'encadrer par un ensemble de lois le fonctionnement de l'économie. Une telle approche nous semble insuffisante voire erronée car le fonctionnement du capitalisme n'est pas simplement dicté par la cupidité de quelques patrons, traders ou politiciens. La crise économique n'est pas la conséquence des «excès» du capitalisme. Une fois que la crise a éclaté, et passée la période où les politiciens ont versé des larmes de crocodiles, et ont fait semblant de prendre de bonnes résolutions pour que de telles crises ne se reproduisent pas, ils ont mis en place des politiques qui ont pour objectif de ne surtout pas remettre en cause les fondements du capitalisme.

Le fondement même de ce système c'est que l'économie est entre les mains de personnes ou groupes privés, dont l'objectif est d'accumuler de plus en plus de capitaux (et pour ce faire ils doivent exploiter de plus en plus les travailleurs et les ressources naturelles). Ils ont renfloué les banques (qui ont donc poursuivi leurs malversations sans en payer les pots cassés) et ils font payer aux tra-

vailleurs la facture en instaurant des politiques d'austérité.

A la remorque de la gauche institutionnelle (PS-EELV)

Le gouvernement PS de Hollande-Valls n'a de cesse de rassurer le patronat et les banques sur sa détermination à protéger leurs intérêts. Et il y a fort à parier qu'il profite du choc causé par les attentats contre Charlie Hebdo pour faire passer en force les attaques prévues contre les travailleurs et les jeunes (Loi Macron, retraites...) sous couvert «d'unité nationale». Il faut dire clairement que ces gens-là ne sont pas des interlocuteurs mais des adversaires.

Or, l'un des tous premiers à avoir dit qu'il fallait une «unité nationale», ça a été Mélenchon, même s'il voulait y mettre un autre contenu. Mais c'est un peu comme le mot «République», il ne fait plus partie du vocabulaire de la lutte contre ce système tant il est utilisé par les classes dirigeantes pour justifier leur politique.

Dans ce contexte, il est d'autant plus vital de ne pas attendre passivement les prochaines échéances électorales. Les partis politiques de gauche ne peuvent pas se contenter d'attendre les élections et de publier des déclarations de soutien aux luttes. Il n'y a pas de temps à perdre à faire pression sur la gauche du PS et EELV pour former des listes électorales. D'autant que sur le fond, Mélenchon n'aura pas plus d'impact sur la direction d'EELV qu'il n'en a eu sur celle du PCF. Or les deux n'ont aucune envie d'être autre chose que des partenaires, certes critiques, mais n'infléchant rien sur le fond, du PS.

Qu'on en appelle à ces partis, à leurs soutiens, qu'on marche ensemble contre l'austérité et la politique de Valls, cela peut aider les luttes. Mais quand Mélenchon a vraiment de l'écho, quand ses propositions sont largement discutées, c'est quand il propose de s'affronter réellement au gouvernement Valls-Hollande et au système capitaliste. C'est ce qui a fait son succès à la présidentielle de 2012 et qui permettait d'espérer à l'époque qu'on fasse des pas dans la direction d'une nouvelle formation politique rassemblant celles et ceux qui veulent lutter contre ce système et les politiques à son service.

UMP, entre guéguerres fratricides et vieilles recettes réchauffées

Par Faustine Ottin

Depuis la défaite de 2012, l'UMP a du mal à tirer son épingle du jeu. La frange de la bourgeoisie qu'il représente habituellement a du mal à miser sur eux plutôt que le PS, car même 2012, celui-ci a été plus efficace qu'eux pour mener leur politique.

Les élections de la présidence de partie étaient orchestrées d'avance, et ne servaient qu'à préparer les primaires de l'UMP. Mais ont-ils réussi à rassembler le parti et montrer Sarkozy comme le sauveur à l'instar de 2007?

Le parti est loin d'être rassemblé. Juppé, Mariton, Le Maire et Fillon entendent bien montrer qu'ils ne vont pas s'effacer.

Sarkozy, pour exister, oscille sans cesse entre un discours populiste ou réactionnaire. Il tente de s'appuyer sur la droite classique de notables, en s'insurgeant contre la loi Macron et la libéralisation des professions réglementées. Il appelle son parti à ne pas voter pour cette loi pourtant libérale. En fait, ce n'est pas le moment de diviser son électorat. Mais s'il y a des "frondeurs" au PS, il y en a aussi à l'UMP, puisque Mariton s'est déclaré en faveur de cette loi.

Aujourd'hui, suite aux tueries qu'ont connus Charlie Hebdo, l'épicerie cacher et l'imprimerie, Sarkozy tente de se positionner. Il a déclaré avant son entrevue avec Hollande "soutenir la marche républicaine si le président donnait des garanties"; mais quelles garanties? Celle du tout sécuritaire, qui a fait son fond de commerce en 2007?

Il nous ressert les mêmes plats, ainsi que ceux de Bush, quand il déclare que "la guerre est déclarée contre la France" qu'il s'agit de conflit de "civilisation". Mais le contexte a changé, les ténors ne sont plus unis derrière ce discours. Dati et Juppé s'opposent à cette définition. Tandis qu'à la droite du parti, comme Wauquiez, il y a une frange prête à discuter avec le FN (en vue des élections prochaines). Ce qui n'est pas étonnant, car depuis 12 ans l'UMP tente de récupérer avec plus ou moins de succès les voix de la droite réactionnaire.

Tant les politiques de l'UMP et du PS ne se différencient pas dans la réalité, l'UMP est bien en peine à se à se montrer comme une alternative au gouvernement. Le mécontentement à l'encontre du PS va-t-il jouer en faveur l'UMP aux prochaines élections? Rien n'est moins sûr puisque finalement, pour les capitalistes ils ne s'avèrent pas les plus fiables.



Sarkozy lors du meeting de «Sens Commun» (groupe de pression réactionnaire au sein de l'UMP) le 14/11/2014 au cours duquel il s'est prononcé pour l'abrogation du mariage pour tous, comme Hervé Mariton, mais contrairement à Lemaire. Une preuve de la division du parti ? (François Bouchon - Le Figaro)

Grève aux transports en commun de Rouen (TCAR)

Le 7 janvier au petit matin, les chauffeurs de bus et de métro de la TCAR se sont mis en grève de manière massive après un préavis déposé fin décembre. Pour la première fois dans une lutte, 100% des rames de tramway (appelé métro) sont restées au dépôt. Les deux tiers des bus ne circulaient pas non plus.

Cette grève a évidemment été rendue plus difficile du fait du contexte mais elle est un sérieux avertissement à la direction de la TCAR, désormais affiliée au groupe Transdev. La direction entend en effet durcir ses méthodes. 7 chauffeurs ont été licenciés en décembre pour «inaptitude» après plus de 20 ans de service. L'inaptitude, c'est quand la situation de santé ne permet plus de conduire, ce qui est meilleur tant pour la santé du chauffeur que pour la sécurité du public. Mais comme la société affiche des pertes (alors qu'elle est largement subventionnée par la Communauté d'agglomération, la Créa, et que les chefs touchent des salaires plus que confortables), c'est évidemment les travailleurs qui payent et on les jette après les avoir pressés comme des citrons.

Car dans le même temps, les conditions de travail se dégradent. Les rotations sur les lignes de bus se font à un rythme hyper tendu qui fait que, aux heures de pointe, les chauffeurs n'ont aucun temps pour décompresser, ce qui fait là encore courir des risques pour les usagers comme pour la santé des travailleurs.

Usine Chapelle Darblay de Grand Couronne : Non aux licenciements !

La casse industrielle dans le bassin d'emplois de la région rouennaise continue. Après la raffinerie Petroplus qui a fermé, entraînant plus de 500 licenciements, les salariés de l'usine papetière UPM de Grand Couronne sont en lutte pour sauver 196 emplois – soit la moitié des effectifs de l'entreprise. Le groupe finlandais UPM qui a racheté Chapelle Darblay dans les années 90 en a fait l'annonce fin novembre malgré les 10 milliards de chiffre d'affaires! Pour faire toujours plus de profits, ils veulent supprimer une unité et transférer la machine en Allemagne.



Salariés de la Chapelle Darblay en manifestation

Aussitôt les ouvriers ont multiplié les journées d'action. Le 15 décembre, ils étaient avec les dockers devant le Conseil Régional et le lendemain devant le siège de la nouvelle Métropole-Rouen. L'État a promis une table ronde sur la filière papier et du fric pour des projets alternatifs. Fort bien, mais les travailleurs savent bien qu'ils vont devoir lutter avant tout contre ces licenciements. La direction veut appliquer très vite son plan, au premier trimestre.

En Assemblée générale le 22 décembre les ouvriers ont discuté d'un plan d'action pour ce début janvier: journée porte ouverte aux familles et à la population le 10 janvier, projet de manif régionale et nationale, lutte avec les salariés de l'usine papetière de Wizennes dans le Pas-de-Calais où 320 emplois sont menacés. UPM a déjà réalisé plusieurs plans sociaux dans ses usines en Lorraine en 2008 à Raflatac à Pompey où la direction mène une politique répressive à l'égard des représentants du personnel et l'année dernière à la papeterie de Docelles dans les Vosges. Il sera important de populariser dans nos syndicats et auprès de la population cette lutte contre les licenciements et de participer activement à toutes les initiatives prises par les salariés !

Il faut un mouvement de grèves et de manifestations le plus large possible pour dégager ce gouvernement !

Par M.L.

Alors que le chômage continue d'augmenter, que les 50 milliards de coupes du "pacte de responsabilité" se font sentir dans les services publics et les collectivités et que tout augmente en ce début d'année, la colère n'a jamais été aussi grande parmi les travailleurs.

Beaucoup ont regardé les journées de grève générale en Belgique et en Italie avec envie. Depuis l'élection de Hollande cela n'a été qu'attaques contre les travailleurs et cadeaux au patronat, et pourtant nous n'avons eu que quelques journées de mobilisation sur l'ANI ou sur la nouvelle casse de la Sécu. Mais il n'y a jamais eu d'appel clair à la grève tous ensemble et un flou volontaire dans les mots d'ordre par les directions syndicales – pas même par celles qui n'ont pas signé les accords dont seul les reculs seront vraiment appliqués. On le voit bien avec l'abandon du plancher de 24 heures pour le travail à temps partiel.

Pourtant en 2014 le nombre de grèves a augmenté, beaucoup de secteurs se sont mobilisés et continuent (postiers, cheminots, hospitaliers...) mais il y a aussi eu beaucoup de grèves contre les plans de licenciements et des victoires sur les salaires comme dans les hôtels de luxe parisiens. Lorsque les partis à la gauche du PS ont appelé à la "Marche contre l'austérité" en novembre, beaucoup

s'en sont saisi même si elle ne portait malheureusement que peu de perspectives pour lutter contre ce gouvernement, comme une véritable journée de grève.

Ce qu'il manque c'est un plan de bataille, une stratégie pour stopper ce gouvernement

Il est déjà très fragile avec une majorité de plus en plus restreinte au fur et à mesure qu'il met en place une politique libérale et d'austérité. Il marche sur des œufs et n'a pas annoncé d'autres mesures que la loi Macron à la fin de l'année car cela fait déjà beaucoup – même si Hollande veut minimiser en disant que ce n'est pas la loi du siècle. Même Macron a dû rappeler à l'ordre Gattaz qui veut évidemment placer le curseur le plus à droite possible, parlant de supprimer l'obligation de devoir justifier un licenciement.

Plusieurs secteurs ont déjà prévu des mobilisations. L'intersyndicale des transports routiers a prévu une grève reconductible à partir du 18 janvier entre autres sur les salaires. Les cibles prioritaires sont les dépôts de carburants, les centrales d'achat et les grands axes routiers. Une manif nationale des cheminots a lieu aussi le 29 janvier contre les effets néfastes pour les usagers comme les cheminots de la réforme ferroviaire. Il y aura la mobilisation dans l'Éducation qui va reprendre, avec des mobilisations dans certaines académies jusqu'à la

grève du 3 février. Le 26 janvier lorsque la loi Macron sera présentée au parlement, une journée de grève et de mobilisation est prévue surtout dans les grandes villes et à Paris. Il faut que les différents secteurs sous attaques se retrouvent pour lutter ensemble car la politique antisociale du gouvernement touche tous les travailleurs, et d'autant plus avec la loi Macron qui planifie la casse du Droit du travail.

Tout les militants syndicaux et politiques combattifs pourraient appeler à se joindre dès maintenant à la date du 26 pour en faire une journée de grève nationale contre la loi Macron. Des responsables politiques et syndicaux ont d'ores et déjà annoncé une "bataille" sur cette loi. Soutenir, populariser et appeler à cette grève du 26 à l'échelle nationale est donc la moindre des choses. Cette journée devrait être appelée comme une première journée de grève qui bloque le commerce et les transports et pourrait avoir un fort impact pour inverser le rapport de force et montrer qui crée les richesses. Il faudrait dans la foulée annoncer les suites de manière offensive, et mobiliser pour une vraie grève nationale, tous ensemble, qui bloque totalement l'économie, la production, la circulation des marchandises, et ainsi lancer le signal que la guerre est engagée pour stopper ce gouvernement et toute sa politique.

La loi Macron : un projet historique de recul pour les droits des travailleurs

Par Matthias

Parce que la loi Macron ce n'est pas que les professions réglementées et l'ouverture des magasins le dimanche et la nuit. C'est un recueil d'attaques contre les salariés et leurs droits.

Macron veut mettre les travailleurs à la rue en réduisant la protection du bail à deux ans après un changement de propriétaire. Cette loi va permettre une plus grande spéculation sur ce marché et accroître la crise du logement.

Invertissons la courbe du chômage, facilitons les licenciements et ouvrez votre ligne de bus !

Sans rire c'est la proposition pour relancer l'activité et l'emploi. Des sociétés pourront ouvrir des lignes de bus (avec des tarifs libres donc chers). Comme si ça allait créer des

dizaines de milliers d'emplois (précaires) dans les zones mal desservies alors que ça devrait être le boulot de l'État de développer des services publics dont on a besoin.

Alors que le gouvernement a déjà facilité les licenciements avec l'ANI en 2013, la loi prévoit que pour les licenciements de 2 à 9 personnes dans les entreprises de plus de 50 salariés la DIRECCTE (inspection du travail) n'a plus à vérifier si les représentants du personnel ont été "réunis, informés et consultés". Dans le cas où le tribunal administratif aurait annulé la décision de validation ou d'homologation du plan de licenciement la loi prévoit qu'il soit reconnu quand même... Donc plus aucune possibilité judiciaire de contester.

Les entreprises en redressement ou en liquidation qui font partie d'un groupe n'auront plus d'obligation de reclassement au niveau du groupe, mais seulement dans l'entreprise. En clair il suffira d'organiser la faillite d'une filiale pour licencier.

La casse organisée du droit du Travail

L'existence même de la médecine du travail aussi est remise en cause: la visite médicale pourra être tous les quatre ans chez le généraliste dont ce n'est pas le travail! Le but étant de licencier plus facilement pour inaptitude.

Et la casse des Prud'hommes continue en donnant plus de pouvoir aux juges professionnels qui pourront reprendre les dossiers si les conseils font défaut. Et on retire la possibilité de les élire puisqu'ils seront désormais désignés par les syndicats selon la représentativité. L'Inspection du travail est encore attaquée avec moins d'effectifs et encore moins de pouvoirs accordés aux inspecteurs de terrain au profit des directeurs des DIRECCTE ou aux juges.

Pour finir on encourage la répression syndicale en supprimant la peine d'emprisonnement associée jusqu'ici au délit d'entrave à l'action syndicale.

Non aux nouveaux «assouplissements» sur le travail de nuit et du dimanche

Macron sur RTL le 11 décembre : «Faites deux secondes l'épreuve du réel : doublez le salaire, voyez si un petit magasin peut payer le double.»

Macron prévoit de passer le nombre de dimanches où les magasins pourront ouvrir de 5 à 12 par an : c'est trois mois de dimanches travaillés ! Il y a aussi la mise en place des "zones touristiques internationales" et des "zones commerciales" dans les endroits "à fort potentiel économique" (soit potentiellement partout) où les "compensations" sont faibles voire inexistantes, comme c'est déjà le cas dans les gares par exemple. Pendant les entretiens d'embauche dans ces endroits, on pose déjà la question fatale : "Pourrez-vous travailler le dimanche ?"... on repassera pour le soi-disant "volontariat".

Quant aux fameuses "compensations", elles seront négociées boîte par boîte et non pas par convention collective... et 0,50€ de plus ou une minute de repos compensateur par heure, c'est une "compensation". Prenons les choses à l'envers : si les salaires permettaient de vivre décemment, s'il n'y avait pas autant de temps partiel imposé, voudrait-on sacrifier notre

dimanche, un des seuls jours qu'il reste à une grande partie des travailleurs, pour avoir du temps pour soi, se reposer, se cultiver, passer du temps en famille...?

On prétend nous faire croire que l'ouverture des magasins le dimanche augmenterait la consommation : aura-t-on comme par magie plus d'argent ? Bien au contraire.

En réalité plus les travailleurs ont des horaires de fou, plus on peut imposer ailleurs le

Dans ces zones, le travail jusqu'à minuit serait la norme (il est certain que pouvoir s'acheter un rouge à lèvres à 23h30 c'est hyper important). Les risques pour la santé sont énormes quand on travaille tard comme ça : le risque d'accident du travail est multiplié par 2, les risques cardiovasculaires de 1,5 à 2,8. Il y a de nombreux troubles du sommeil, mais aussi alimentaires avec des risques de surpoids deux à trois fois plus importants... Et il y a aussi le fait de pouvoir rentrer chez soi à cette heure-ci ce qui n'est pas une mince affaire quand on habite loin de son lieu de travail (ce qui est particulièrement le cas si on travaille chez les bourgeois à Bd Haussmann).

même type d'horaires. Si l'exception du travail la nuit ou le dimanche devient la norme, alors il est on ne peut plus clair que les patrons, lorgnant sur leurs profits, feront pression pour que les maigres compensations (majoration de l'heure de travail, repos compensateur, primes) disparaissent. Et d'autre part il faudra des transports, des services, etc. correspondants et cela fera encore plus de travailleurs précarisés.

Les travailleurs du commerce se sont déjà bien rendus compte du piège et ont été nombreux à se mobiliser et à faire grève en région parisienne les 16 novembre et 16 décembre (voir les rapports sur notre site). Galeries Lafayette, BHV, Gibert Joseph, Printemps, Fnac, Monoprix... la mobilisation n'a fait qu'aller crescendo. Une nouvelle grève est prévue le 26 janvier, date à laquelle le projet de loi sera à l'Assemblée. Il est crucial qu'elle soit une réussite et qu'y participent le plus largement possible les travailleurs du commerce, mais aussi ceux du nettoyage, de la logistique, de la sécurité, etc. et qu'elle puisse être un point de départ de luttes pour augmenter les salaires et améliorer les conditions de travail partout, y compris dans la grande distribution.

"Réforme" de l'Éducation prioritaire – une vaste attaque contre les jeunes des quartiers populaires

Par Olaf van Aken

L'Éducation nationale a subi d'énormes attaques ces dernières années: 80.000 postes supprimés et de multiples contre-réformes sous Sarkozy, pas d'amélioration sous Hollande malgré les promesses de créer 60.000 postes et les déclarations selon lesquelles l'Éducation serait une des priorités. C'est bien le contraire: ce gouvernement au service des capitalistes poursuit le démantèlement de l'Éducation et une politique consciente contre la jeunesse des quartiers populaires en particulier avec la réforme de l'Éducation prioritaire.

Les ZEP comme "mini-amortisseur social"

L'objectif des "Zones d'Éducation Prioritaire" (ZEP) – créées il y a une trentaine d'années – était de mettre à disposition plus de moyens pour les établissements scolaires dans les quartiers dits défavorisés. Cela s'est notamment traduit par les effectifs de classe plus faibles avec un seuil de référence de 25 élèves par classe en collège (23 dans les écoles) et plus de personnel encadrant. L'existence des ZEP a permis de mieux encadrer les élèves issus des quartiers populaires et d'amortir ainsi un tout petit peu le tri social des élèves, très accentué en France.

Non à la sortie de ZEP

Le gouvernement a présenté mi-décembre sa nouvelle carte de l'Éducation prioritaire qui prévoit la sortie des dizaines de REP (Réseaux d'Éducation Prioritaire) – un REP est constitué d'un collège et des écoles qui en dépendent et parfois d'un lycée de secteur. Des sorties qui ne sont aucunement justifiées, d'autant plus que la situation sociale dans les quartiers populaires en question ne cesse de se dégrader depuis le début de la crise en 2008. Pour cacher la forme et le fond de cette "réforme", le gouvernement a fait rentrer des nouveaux établissements, écoles et collèges, dans le dispositif REP, pour la plupart des établissements qui attendaient depuis des années d'avoir plus de moyens.

Depuis début novembre, de nombreuses mobilisations ont eu lieu contre cette casse des

ZEP. La colère des enseignants et parents d'élèves s'est traduite par de nombreuses grèves, actions, manifestations, collèges et écoles morts.

Luttons pour des moyens à la hauteur des besoins

La nécessité de lutter ensemble pour plus de moyens apparaît de plus en plus clairement. Un élargissement de la mobilisation ZEP à d'autres secteurs de l'Éducation est nécessaire et possible, vu que le manque de moyens est si criant dans la plupart des établissements scolaires, des écoles aux lycées. À une petite échelle, la journée de grève dans l'académie de Rouen le 15 janvier va dans ce sens, une grève qui réunit l'ensemble de l'Éducation et les parents d'élèves.

Dans ce contexte, la FSU, syndicat majoritaire du primaire et du 2nd degré, a dans les faits refusé d'appeler à une journée de grève nationale de toute l'éducation en décembre (temps fort de la mobilisation ZEP) ou en janvier, laissant ainsi les mobilisations ZEP relativement isolées. La FSU

appelle à une journée de grève nationale très tardive, le 3 février.

Mais avec des mots d'ordre corrects comme "Luttons pour les moyens à la hauteur des besoins, en REP et ailleurs" et un vrai travail de mobilisation sur le terrain, cette journée de grève nationale pourrait avoir un impact et mettre la pression sur le gouvernement – d'autant que d'autres attaques contre l'Éducation ne vont pas tarder: classes encore plus surchargées, "réforme" des collèges, développement de l'apprentissage au détriment des lycées professionnels, démantèlement des enseignements spécifiques comme les SEGPA...

Un mouvement de grève plus large dans l'éducation reste une nécessité pour obtenir les conditions d'études et des conditions de travail correctes, pour obtenir des moyens à la hauteur des besoins, et pas plus de 15 élèves par classe en REP et 20 élèves ailleurs. Ce mouvement plus large s'inscrit dans une lutte de tous les secteurs du public et du privé contre cette politique au service des grands patrons.



Sortir de la crise interne à la CGT

Par Yann Venier

Depuis longtemps un certain nombre de syndiqués et des équipes syndicales combattives s'interrogent sur l'orientation du syndicat. Et depuis quelques mois les interrogations sont de plus en plus fortes car la direction de Lepaon montre un programme syndical très peu offensif et multiplie des attitudes contraires à celles qu'on attend de vrais dirigeants du mouvement ouvrier.

Les démissions contraintes de Thierry Lepaon et des membres du bureau confédéral début janvier étaient une nécessité. Mais elles ne sont pas suffisantes. Faute d'une opposition syndicale forte et lutte de classe dans la CGT, la remise en cause de cette direction ne s'est pas vraiment faite sur l'orientation et la stratégie suivie par la direction confédérale mais davantage sur les pratiques de gestion au sommet à Montreuil.

Construire une CGT combative, honnête et déterminée !

La CGT, par son histoire, est une confédération toujours perçue comme combative et militante par une grande partie de la population. Mais la majorité des travailleurs (jeunes et moins jeunes) n'est pas syndiquée. Pourtant tout devrait les y pousser. Chaque jour davantage au boulot il y a besoin d'une force organisée des salariés face à la dégradation des conditions de travail et contre l'exploitation. Le syndicalisme actuel ne répond pas assez à cette situation.

Des syndicats CGT, des unions locales, etc. jouent ce rôle de défendre bec et ongles les droits des travailleurs. C'est le cas dans l'industrie avec les syndicats CGT de Good Year ou de PSA et Renault. C'est aussi le cas avec les

comités CGT chômeurs ou quand la CGT lutte avec les travailleurs sans papiers et leur permet de s'organiser en tant que travailleurs dans un syndicat. La confédération et ses dirigeants passent beaucoup de temps dans les discussions avec le Medef et le gouvernement, et signent des accords, qui pour certains, valident la politique de rigueur du gouvernement et du patronat, sans vraiment rendre de comptes sur ces accords auprès des salariés.

La CGT devrait être un outil beaucoup plus actif en direction de ceux et celles qui subissent les licenciements, qui résistent contre la dégradation des salaires... Mais dans la réalité, c'est une bataille d'acharnés par les équipes combattives pour obtenir une journée de grève tous ensemble. Le rôle d'un syndicat est de faire ressortir les intérêts communs de tous les travailleurs, avec ou sans emploi, et de proposer de véritables perspectives de lutte et de résistance commune.

On ne manque pas d'occasion pour lutter. Mais lorsqu'une grève ou une journée d'action est appelée par la confédération, on en vient à douter de son utilité tellement il n'est pas sûr que les dirigeants mettent toutes les forces dans la bataille pour que cette action soit un succès, de peur d'être débordés. Cela renforce l'idée que la lutte collective serait inefficace, inutile ou impossible.

En trainant dans les salons, les dirigeants de la confédération ont parfois adopté un mode de vie plus proche de celui du patronat que des travailleurs. Ceci est le reflet d'une ligne générale d'adaptation de la bureaucratie syndicale, loin des travailleurs, au système capitaliste qui exploite ces mêmes travailleurs.

Les discussions internes liées à la crise de la direction du syndicat sont une bonne chose si elles ouvrent des perspectives pour que l'outil syndical soit utile et efficace. Ces débats per-

mettraient de définir les revendications à mettre en avant, les mots d'ordre, les actions à mener mais aussi de revenir sur les principes et pratiques syndicales. Par exemple, pour la Gauche révolutionnaire, les représentants des travailleurs, les élus, mandatés et toutes celles et ceux qui occupent des fonctions en interne ne doivent pas avoir des revenus différents des travailleurs ni être coupés de manière trop longue des lieux de travail. Il faut que les syndiqués aient leur mot à dire sur les priorités à tous les niveaux et que celles-ci soient exécutées en toute transparence selon des procédures connues de tous.

Dès maintenant, en ordre de bataille

Après les différentes lois et mesures de destruction massive des droits et acquis des travailleurs, la loi Macron sera discutée fin janvier. C'est une nouvelle attaque d'ampleur. La CGT est un outil central pour développer le rapport de force nécessaire pour mettre un coup d'arrêt à la politique d'austérité. Il n'y a rien à négocier sans rapport de force en faveur des travailleurs avec ce gouvernement et avec le patronat arrogant bien décidé, quant à lui, à nous faire payer la crise du capitalisme.

Un signal fort du changement qui doit s'opérer dans la CGT serait que le syndicat appelle à un plan d'actions et de grèves pour tous les salariés, popularisé largement pour stopper le gouvernement et le Medef, et ce, dès le 26 janvier prochain, date du début du débat sur la loi Macron à l'Assemblée. Comme les syndicats l'ont fait en Belgique, il est possible de mobiliser massivement contre la rigueur et l'austérité en construisant une journée de grève générale tous ensemble, premier pas d'un nécessaire mouvement de grève généralisé.

Retraites : toujours les mêmes recettes !

En décembre, la Cour des comptes a sorti deux nouveaux rapports sur le financement des retraites: la situation est catastrophique, il faut décider de nouvelles mesures douloureuses. Diminution des pensions (9%), augmentation des cotisations, recul de l'âge de départ à la retraite jusqu'à 64 ans. Rapport idéal pour le patronat dont la Cour des comptes présentée comme experte et indépendante préconise les solutions qu'il réclame. Rien de mieux pour faire avaler des couleuvres aux travailleurs. Pourtant d'autres solutions seraient diablement plus efficaces et éviteraient les mesures "douloureuses": puiser dans les profits des entreprises dont la part dans le PIB ne cesse aux dépens des salaires, lutter contre le chômage aux alentours de 10% en embauchant dans le secteur public et combattant les licenciements. La Cour des comptes n'y avait pas pensé! Attention, on va finir par voir qu'elle sert uniquement les intérêts des capitalistes !

Élections pour les fonctionnaires et les postiers

Les élections professionnelles de décembre étaient un bon test pour voir quels syndicats ont le vent en poupe. La CGT opposée au gouvernement, reste en tête chez les fonctionnaires (23,3%) et à la poste (26,54%) mais baisse de 2 à 3% alors que l'UNSA et la CFDT qui accompagnent l'austérité progressent de 1 à 4%. Conclure que les salariés sont moins combattifs en 2014 serait faux. C'est démenti par des résultats CGT de secteurs en particulier: ceux que nous connaissons pour y être très présents, et qui mettent en avant la nécessité d'un véritable appel à une première journée de grève totale, cherchent à la construire et interpellent régulièrement la confédération à ce sujet. Ces secteurs n'ont pas perdu de voix, ils en ont même gagné. La CGT Educ'action de Rouen qui fait ce travail progresse légèrement de 0,21% là où nationalement la baisse est de 1,1%. Même tendance pour la CGT Poste des Hautes-Alpes. Les travailleurs combattifs ont compris que la CGT ne prenait pas ses responsabilités en refusant d'organiser vraiment la lutte contre l'austérité et la casse des acquis sociaux et en baladant les salariés avec des grèves sans préparation et espacées. C'est bien plus ça que l'affaire Lepaon qui explique la baisse conséquente! La FSU, majoritaire dans l'Éducation, comme l'est la CGT pour les autres secteurs, a d'ailleurs fait elle aussi les frais (- 5%) d'une stratégie pour le moins mollassonne. Comme quoi, la combativité des salariés est encore d'actualité !

Budgets sous le signe de l'austérité

Le projet de loi de financement de la Sécurité sociale 2015 (PLFSS) a été voté en décembre 2014 après le budget 2015. Ces deux budgets répondent à un même objectif: imposer l'austérité aux travailleurs avec, d'ici 2017, 50 milliards de coupes pour faire des cadeaux aux patrons!

Modulation des prestations familiales, raccourcissement du congé parental sous couvert d'égalité homme-femme, décalage d'un mois du paiement des allocations jeune enfant d'un mois, décalage de la revalorisation des retraites, généralisation de la chirurgie obligatoire (au passage glissement vers le privé d'une partie des soins), sans oublier la chasse aux petits "fraudeurs"... Alors que le non-recours des personnes aux diverses allocations auxquelles ils ont droit représente nettement plus que cette "fraude du pauvre". Par contre, rien sur la fraude aux cotisations sociales des patrons! Selon la Cour des Comptes c'est un manque à gagner pour la Sécurité de plus de 20 milliards d'euros par an soit 80% de la fraude totale! Cette fraude a doublé depuis 2007. Avec cette somme énorme, non seulement le fameux "trou de la Sécurité" pourrait disparaître, mais la situation souvent catastrophique dans les secteurs de la Santé pourrait être considérablement améliorée.

Alors même si le gouvernement ajoute à cette loi la généralisation du tiers-payant à tous les praticiens libéraux, (même si ces derniers redoutent que cela se fasse au détriment des patients dû à l'augmentation de démarches administratives) cela ne nous fait pas oublier que les dindeons de la farce sont encore et toujours les travailleurs. Non aux politiques d'austérité, mobilisons-nous ensemble contre ce gouvernement! Pour un service public de Santé et une Sécurité entièrement gratuits et de qualité pour tous !

Réunion exécutive du Comité pour une Internationale Ouvrière

C'est dans une situation économique et sociale toujours plus marquée par l'instabilité politique que l'année 2015 s'ouvre. Dans certains pays, les sections du CIO interviennent dans des situations politiques plus avancées ou tendues. C'est alors que l'existence d'organisations marxistes révolutionnaires devient primordiale et peut jouer un rôle-clé dans la situation politique. Dans le cadre du Comité Exécutif International du Comité pour une Internationale Ouvrière de décembre 2014, nous rapportons le travail de nos camarades dans trois sections.

États-Unis : des leçons pour l'avenir!

En 2013, notre camarade Kshama Sawant avait été élue au gouvernement de la ville de Seattle sur la base d'une campagne large pour un salaire minimum de 15 dollars/heure. La situation politique a changé aux États-Unis. Et cette victoire électorale en est l'expression. Ceci a posé des défis nouveaux qui ont transformé notre organisation-sœur, Socialist Alternative US.

Comme le disent nos camarades, il y a des semaines et des années qui semblent être des décennies en termes de travail et d'expérience. La campagne 15 dollars est un de ces temps forts. Nous avons été confrontés à de nouvelles responsabilités et avons dû prendre des décisions tactiques nouvelles.

Dans le cadre de la mairie de Seattle nous avons eu une complète liberté de parole qui nous a permis d'exprimer notre orientation, de gagner des couches nouvelles et de maintenir un haut degré de mobilisation et d'activité tout en faisant

pression sur les directions syndicales pour qu'elles engagent la bataille.

Les capitalistes et leurs politiciens ont essayé de focaliser sur l'idée que les 15 dollars allaient couler les petites entreprises. Nous avons mis en avant l'idée que les gros payeraient pour les petits. Les directions des syndicats n'avaient jamais mené campagne sur cette revendication, pourtant issue du mouvement syndical. Malgré notre manque de racines dans le mouvement ouvrier de Seattle, nous avons tissé des liens, bataillé fraternellement et maintenu le mouvement et la nécessité d'un vote coûte que coûte pour que la campagne soit lancée. Finalement le maire a cédé de peur d'un vote populaire qui mette en avant le 15 dollars de manière brutale. L'obtention des 15 dollars a été une grande victoire, mais avec concessions et des limites que nous ne soutenons pas. Cependant, les 15 dollars sont désormais une question centrale à l'échelle nationale. D'autre part, la campagne a donné envie à plusieurs centaines de personnes à travers le pays de lutter et de s'organiser! Socialist Alternative connaît une grande croissance avec 10 nouvelles sections et des centaines de demandes de contacts.

Sri Lanka : un candidat socialiste contre la dictature et pour l'unité des travailleurs

Dans un contexte difficile, alors que les autres organisations de gauche ont baissé les bras, notre organisation-sœur l'USP (United Socialist Party) a choisi de se présenter pour dire non à la dictature de Rajapakse, non aux attaques contre les Tamouls et les musulmans, oui à l'unité des travailleurs et

des opprimés! L'élection présidentielle de 2015 survient à une des périodes les plus décisives de ces 62 dernières années d'indépendance. Sont en jeu l'unité du pays, la liberté et les droits démocratiques, le futur des jeunes générations, ...

Le gouvernement se vante d'avoir vaincu les Tigres Tamoul et proclame qu'il n'y a plus aucune raison de craindre des attaques à la bombe. En réalité, le régime de Mahinda Rajapakse est plus qu'impliqué dans le meurtre et l'intimidation des journalistes, des avocats, des artistes, des militants syndicaux, des défenseurs des droits de l'homme et des leaders de l'opposition.

Avec la candidature de Siritunga Jayasuriya, l'USP porte un programme socialiste unifiant tous les travailleurs, spécialement les ouvriers agricoles très nombreux. Siritunga n'évite pas la question nationale et propose une perspective de lutte commune pour les Cinghalais, Tamouls, musulmans pour lutter contre Rajapakse sans faire confiance au candidat de la bourgeoisie. Aujourd'hui Rajapakse a perdu l'élection et la période politique qui s'ouvre s'annonce agitée.

Écosse: La question nationale au cœur de la lutte des classes

Notre organisation s'est saisie avec enthousiasme et beaucoup de préparations du referendum sur l'indépendance de l'Écosse depuis deux ans, conscients que la question nationale serait centrale dans le contexte d'attaques du gouvernement britannique et de mesures d'austérité sévère. Après le vote Non de justesse et la grande mobilisation des travailleurs pour le Oui, la question d'une voix

indépendante et d'un nouveau parti des travailleurs en Écosse est plus que jamais d'actualité. Nos camarades ont poussé dans ce sens notamment avec des syndicalistes combattifs pour renforcer le camp des travailleurs.

Notre organisation a connu 30 % de croissance dans le pays grâce à notre approche depuis deux ans et après le referendum. Les gens cherchaient une perspective à laquelle nous avons répondu avec des positions de classe intransigeantes. Les bourgeois britanniques ont perdu beaucoup de légitimité en Écosse. Ceci s'est vu par un boycott de la BBC, et plus aucune confiance dans l'État. Des centaines de personnes sont venues aux meetings qu'on a organisés. Ainsi de nouvelles couches et aussi notre périphérie ancienne ont vu notre travail dans le mouvement de masse sans capituler devant le nationalisme. Le SNP au gouvernement est dans une position difficile car peu à peu une couche réalise qu'ils vont mener les coupes et l'austérité. La polarisation parmi les jeunes et la classe ouvrière est grande et va amener à une politisation et des luttes plus fortes.

Il ne s'agit là que d'exemples de ce que les forces marxistes sont capables de réaliser dans des périodes aussi instables que celle que nous vivons, avec un programme pour les luttes des travailleurs et leurs conditions de vie, tout en défendant leur unité dans la lutte contre le capitalisme. Il est clair que les tensions ne vont faire que s'accroître et que construire de telles organisations reste un enjeu crucial pour réarmer politiquement les travailleurs, le mouvement ouvrier et forger les outils nécessaires pour transformer le monde.

En 2015 : Résistance !

La Gauche Révolutionnaire souhaite aux luttes et à toutes celles et ceux qui les mèneront avec courage une bonne année 2015. C'est sur une bien triste et funeste note que cette année a commencé en France. Le meurtre terrible de dix-sept personnes au nom de rien d'autre que la folie furieuse des illuminés qui ont ainsi agi nous promet une nouvelle période de troubles et d'instabilité : Internationalement cette violence est parfois massive comme l'ont été les meurtres sauvages de 43 étudiants mexicains en novembre dernier, au Nigeria avec les massacres de milliers de personnes par Boko Haram ou bien encore au Congo où la guerre fait rage dans l'Est dans l'indifférence.

Comment réagir ? Cette année sera le moment de ne pas se faire avoir. Les plus "responsables" dans cette situation seront ceux qui, indépendamment de leur origine, de leur religion, de leur sexe, dans la lutte concrète pour de meilleures conditions de vie, montreront en effet la voie : la solidarité et la vraie unité, celle qui fait reculer la misère, la bêtise et porte un sacré coup à tous les pessimistes ou les paumés qui ne voient pas de porte de sortie à cette situation.

Nous existons en tant qu'organisation internationale, le CIO, pour mettre un terme à l'exploitation, au chaos, aux guerres et à la misère mondiale qui constituent tout ce qu'à nous offrir le capitalisme.

Partout où nous sommes présents, nous ferons entendre avec fracas la voix de l'antiracisme, nous défendrons une société juste et fraternelle et ferons, avec notre matériel et notre intervention, toutes les propositions pour faire avancer ces combats qui s'annoncent nombreux. Et pour ce faire, nous avons besoin de tout le soutien de ceux qui sont les seuls à pouvoir mettre en place une société qui porte cette perspective – une société socialiste, organisée et planifiée démocratiquement selon les besoins et en fonction des moyens de chacun – c'est-à-dire les jeunes, les travailleurs, les opprimés et les exploités. C'est à vous que nous en appelons pour avoir les moyens à la hauteur de ces enjeux. Nos coordonnées bancaires et notre site internet sont là ; ce n'est pas avec les millions de Bygmalion que nous voulons nous construire mais avec les cinq euros mensuels d'un salarié précaire ou d'un jeune. C'est le moment : aidez-nous à nous financer. Contactez-nous, rejoignez-nous.

Discuter d'un programme socialiste révolutionnaire sur la question de l'environnement

L'environnement est de plus en plus dégradé par les méthodes de production qui se sont généralisées sous le capitalisme. C'était un danger déjà soulevé de nombreuses fois par Marx et Engels dès les débuts de la « révolution industrielle ». Mais c'est désormais à une échelle mondiale qu'il y a pollution des eaux, de l'air et de certaines terres.

A cela, une partie des scientifiques pointent l'accélération du réchauffement climatique qui entraînera une montée des eaux des mers et des sécheresses aggravées dans certaines régions du globe.

C'est désormais à la mode chez les politiciens de faire un couplet sur l'environnement tandis que pour d'autres, c'est même devenu un sujet pour faire une carrière politique ou dans les médias.

En novembre 2015, se tiendra à Paris le Groupement d'experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat. C'est la grande messe où les principaux États pollueurs et leurs gouvernements multiplient les déclarations d'intention et les promesses, sans que rien ne change.

Mais ce sera également la possibilité d'organiser une mobilisation de masse sur la question. Et sans attendre ce sommet du GIEC, de nombreuses luttes (contre l'aéroport Notre Dame des Landes, le barrage de Sivens, ou le Center Parc du Roybon) témoignent que la question de l'environnement ce n'est pas que la Nature et les petits oiseaux mais bien une lutte contre la course au profit des grands groupes capitalistes, profits qui se font au mépris des conditions de vie de la population et des conditions de travail des salariés.

Il nous semble indispensable que dans cette période de mobilisation soient échangés les points de vue, les idées, les analyses et les propositions



d'action et de solution.

C'est pour cela que la Gauche révolutionnaire va commencer un débat parmi ses militants pour affiner notre analyse et nos propositions afin d'enrichir les discussions avec les militants des luttes écologiques et anticapitalistes.

Il ne s'agit pas d'avoir un catalogue de propositions qui seront très bien sur le papier mais qui n'auront aucune réalité concrète dans les luttes. Il ne s'agira pas non plus de se contenter d'être le relais des manifestes d'alarme de certains scientifiques ou de certains militants, dont certains doivent d'ailleurs être approchés prudemment. Il s'agira enfin de poser le problème tel qu'il est, non pas sous des termes racoleurs comme « la planète est en danger » mais bien à partir des réalités concrètes subies par de nombreux peuples, mais aussi des millions de travailleurs de l'industrie ou des services, des petits paysans... de manière à avancer des revendications qui puissent être des points d'appuis pour la lutte mais également pour préparer le renversement du système qui est véritablement la cause de la dégradation de l'environnement, le capitalisme et sa loi du profit.

Quiconque souhaite contribuer à ce débat est le ou la bienvenu(e) !

Publications sur notre site internet

Notre 4 pages
sur les attentats contre Charlie Hebdo
Liberté d'expression ! Non au racisme !
Pas d'unité
derrière les Valls-Merkel-Cameron-Sarko
etc...



Souscription de la Gauche révolutionnaire

La Gauche révolutionnaire est une organisation qui ne reçoit de subvention de personne; premier gage de notre indépendance politique. Ni de l'État, ni d'une amie fortunée comme Liliane Bettencourt. Nous fonctionnons essentiellement avec les cotisations des militants, la vente de nos matériels mais également grâce au soutien régulier de nos sympathisants.

Cependant, pour faire vivre une organisation, diffuser nos analyses – éditer périodiquement un journal ou des brochures, produire des tracts, avoir un local, etc. – nous avons besoin de finances à la hauteur de nos ambitions : en finir avec cette société de guerre, de misère, de chômage et d'exploitation.

Soutenez-nous ! Pour faire un don, vous pouvez faire un virement sur le compte suivant, nous envoyer un chèque ou bien sûr passer par notre site Internet (transaction sécurisée via Paypal).

Versez au Fonds de soutien de la Gauche révolutionnaire et du comité pour une internationale ouvrière

- Je soutiens en versant euros en chèque (à l'ordre de VJE)
- Je soutiens en versant euros par virement

compte bancaire VJE BRED
n°FR76 1010 7003 7000 2327 0076 061

Nom : Prénom :

Adresse : email :

Téléphone :

Ou sur notre site par transaction sécurisée via Paypal :

www.gaucherevolutionnaire.fr

Achetez le t-shirt «résistance contre le racisme et le capitalisme» de la Gauche révolutionnaire



Kobané résiste toujours contre Daesh

Par Alex

Alors que la plupart des forces impérialistes pariaient sur la chute de Kobané, la résistance à Daesh, majoritairement animée par les milices YPG/YPJ du PYD (lié au PKK, Parti des Travailleurs du Kurdistan), tient bon. Elle a même fait reculer les barbares de Daesh qui ne contrôlent plus que 20% de la ville selon l'Observatoire Syrien des Droits de l'homme et qui ne compte plus que 3000 habitants sur 60000. La ville avait accueilli 200 000 réfugiés environ qui ont dû fuir de nouveau. Les nombreuses offensives des troupes de Daesh, qui sont équipées de chars et d'armes lourdes, et qui avaient deux fois plus de combattants que la résistance, ont échoué. Kobané n'est pas tombé, mais la situation reste très précaire.

Au mois de novembre, la mobilisation internationale et la ténacité de la résistance de Kobané ont réussi à imposer qu'un groupe de peshmergas, les combattants du Kurdistan irakien, puisse passer la frontière turque et entrer dans la ville. Ce n'était pas les 150 soldats qui étaient importants mais les munitions que cela a permis de faire parvenir aux YPG/YPJ (unités de défense du peuple/unités de défense féminines). Le convoi a traversé tout le Sud-Est de la Turquie (dans le Kurdistan turc), accompagné de milliers de manifestants à chaque étape, brandissant drapeaux kurdes et drapeaux de soutien à la résistance, du jamais vu depuis plus de 30 ans dans une région où l'Etat turc réprime violemment et systématiquement ce genre de manifestations. La résistance de Kobané parce qu'elle se fait contre la pire menace pour les peuples de la région, le spectre d'un régime où l'assassinat, le viol, le pillage sur les plus faibles devient une méthode de gouvernement, une version extrême de la barbarie capitaliste, reçoit le soutien de milliers de jeunes. Certains se sont organisés, parfois même dans la résistance et les YPG ou YPJ, dont certains cadres, hommes ou femmes, ont tout juste une vingtaine d'années.

On retrouve ces éléments de situation quasi révolutionnaire dans la « charte du Rojava » adoptée comme une sorte de Constitution. Elle met en place une égalité entre tous quelle que soit l'origine nationale, culturelle ou religieuse (car la région a toujours été peuplée d'une mosaïque de peuples : arméniens, kurdes, syriaques, arabes, etc.), ou le sexe, ce qui est une prouesse dans la région. Elle instaure des

comités démocratiques dans les villages et les quartiers. Elle établit des services publics... mais qui sont néanmoins limités par la ligne politique du PYD qui ne souhaite pas mettre en avant un programme défendant une révolution socialiste alors même que nombre de ses membres sont pour le socialisme et contre le capitalisme.

Cela se traduit par une absence d'appel clair aux peuples de Syrie, d'Irak, de Turquie et d'Iran, pour contrer le risque d'une simplification du conflit à des fins de propagande tant par Daesh que par les impérialistes (USA, France etc.) comme d'un conflit qui serait avec les kurdes d'un côté et les « arabes » de l'autre. Car d'une part Daesh frappe aveuglément tous les peuples de la région, pas seulement les chrétiens ou les Yézidis, il faudrait dénoncer beaucoup plus le jeu des impérialistes et pas seulement celui du gouvernement turc d'Erdogan. Ce dernier soutient de diverses manières Daesh, autant pour affaiblir la Syrie du dictateur Bachar El Assad que par calcul, en espérant (et il a scandaleusement le soutien de la France et d'autres pour cela) se faire octroyer la mise en place d'une zone « tampon » le long de la frontière ce qui permettrait de déployer l'armée turque sur Kobané et mettre fin aux éléments révolutionnaires mis en place.

Or les impérialistes n'ont que des calculs cyniques en tête et ils ne se soucient pas des peuples de la région. Ils soutiennent Erdogan alors que ce dernier soutient Daesh. Différents Etats livrent des armes au Qatar, comme ce fut le cas de la Suisse en décembre dernier, lequel redonne ensuite ces mêmes armes aux combattants de Daesh...

Les manifestations de soutien à la lutte de Kobané ont rassemblé des dizaines de milliers de manifestants de par le monde, et la campagne de solidarité doit continuer. Il faut dénoncer l'hypocrisie des impérialistes, mais aussi défendre la seule perspective libératrice pour la région, celle du socialisme, de la réappropriation par les travailleurs et les populations de la région des richesses naturelles, et du refus de les céder aux multinationales minières et pétrolières. C'est avant tout en adoptant une ligne claire qui renvoie dos à dos Daesh et les impérialistes états-unis, français, britannique..., que cette résistance peut servir d'inspiration aux peuples de la région qui subissent depuis des dizaines d'années les horreurs de la guerre sous diverses formes.

Austérité en Europe : les travailleurs se rebiffent !

Par Geneviève Favre

Depuis septembre 2014 les luttes contre les politiques d'austérité dans différents pays européens ont connu une croissance majeure.

C'est le cas notamment en Irlande où la troïka (le FMI, La Banque centrale européenne et la Commission européenne) en échange du plan de sauvetage de 2010 a imposé une taxe nouvelle sur l'eau courante, qui jusque là était gratuite. À partir d'octobre, les pavés d'Irlande ont été le lieu de manifestations d'ampleur. 100000 manifestants se sont réunis à Dublin le 12 octobre. Le même jour, notre camarade Paul Murphy, du Socialist Party, l'organisation sœur de la Gauche révolutionnaire et candidat de l'Alliance Anti-Austérité (AAA) a remporté une élection partielle à Dublin sur la base d'une campagne massive de boycott et de non-paiement de la taxe.

Le mouvement s'étend avec des manifestations de masse, obtenant ainsi des concessions du gouvernement (un plafond annuel de 160 euros par foyer), qui n'a pourtant pas saisi le degré de révolte chez les manifestants qui réclament la suppression totale de la nouvelle redevance.

Ils salent la note, on leur fait boire la tasse !

À travers ce combat contre une taxe qui aggravera la situation des plus démunis, c'est aussi un réveil de la conscience politique des travailleurs et des jeunes irlandais, assujettis depuis plus de sept ans à une politique d'austérité au service des intérêts des capitalistes. Aujourd'hui les travailleurs irlandais font quotidiennement l'expérience de leur force politique en s'organisant dans des comités de lutte et en soutenant des candidats anticapitalistes dans les paroles et les actes, contre un gouvernement qui risque désormais de boire la tasse.

Même fâcheuse posture pour le gouvernement en Belgique qui voit se développer un mouvement d'ampleur jamais vue avec une montée en puissance du front commun syndical, passant par des grèves tournantes jusqu'à la grève générale du 15 décembre et ses milliers de piquets de grève. Ce point d'orgue n'est que provisoire. Désormais se construit une grève générale de 48 heures, mettant à mal le gouvernement et sa politique d'austérité.

L'Espagne, après le succès des Indignés en 2011, voit émerger Podemos, mouvement mas-

sivement soutenu parmi les jeunes et les travailleurs. La politique au service des capitalistes menée tant par le PP que par le PSOE et le traitement de choc néolibéral imposé par Bruxelles conduisent de plus en plus de personnes à trouver un programme alternatif qui défende les intérêts des plus pauvres contre les charognards qui veulent aggraver leur situation au nom d'une pseudo unité nationale contre la crise.

De même en Grèce où le gouvernement mène contre Syriza une campagne où l'abject avoisine le grotesque ("une victoire de Syriza transformerait la Grèce en nouvelle Corée du nord"). En vain, tant la colère est massive et tant le discrédit du Pasok et de Nouvelle démocratie est avéré auprès des jeunes, des travailleurs et même parmi leurs anciens membres et députés. Désormais une victoire de Syriza est fort probable dans un pays où près de 800000 personnes ont perdu leur travail entre 2010 et 2013, où le taux de chômage atteint 30% et 60% pour les jeunes alors que l'austérité a déjà conduit à la perte d'un quart du PIB entre 2009 et 2014 et à l'augmentation de la dette de 129% à 178% pour la même période.

Face à la direction qui déclare que la Grèce restera dans l'eurozone, Xekinima, section grecque du CIO, souligne la contradiction fondamentale entre prétendre ne pas quitter l'eurozone et avancer un programme pour les travailleurs défendant l'abandon du memorandum sur la dette, le refus des réformes néolibérales européennes, l'investissement massif dans le secteur public pour relancer l'économie. Ces mesures, même si elles ne rompent pas avec le capitalisme, sont attendues par les travailleurs et les jeunes comme une issue à leur situation désespérée et en même temps sont intenables pour ceux qui ne veulent pas rompre avec le cadre européen néolibéral.

Avec une telle situation et une telle rage, il se peut que la base des travailleurs et des jeunes, arrivent en cas de victoire de Syriza à pousser vers la gauche sa direction qui a évolué vers la droite depuis 2012 et est plus encline à opérer des compromis avec la bureaucratie européenne et les capitalistes qu'à mener des politiques d'ampleur qui rompent avec le capitalisme. Plus que jamais se pose la question d'un programme clairement socialiste se fondant sur une nationalisation du secteur financier et des grandes entreprises. C'est cette perspective que défendent nos camarades tout en préparant la classe ouvrière grecque à s'armer pour les batailles à venir.

USA : violences policières, pauvreté... Vers une révolte contre l'injustice ?

Par Mathieu Jardin

Un abîme sépare quelques riches de la majorité de la population. Les 10% les plus riches possèdent environ 50 % des richesses du pays. Si la tendance se poursuit cela devrait atteindre 60 % dans 15 ans. C'est cette montée en puissance des super riches et l'approfondissement des inégalités qui constitue le contexte dans lequel se sont produites les grandes manifestations qui secouent les US depuis des mois - et qui est un danger pour le capitalisme lui-même, car le risque de sa remise en question par la majorité de la population est plus grand. Les travailleurs pauvres sont de plus en plus mobilisés pour leurs conditions de vie, avec une campagne d'ampleur pour un salaire minimum de 15 dollars de l'heure.

Les Noirs américains et l'appauvrissement généralisé

Dans les "belles années" où tous les Américains appartenaient soi-disant à la classe moyenne, les afro-américains vivaient dans la ségrégation. La lutte pour les droits civiques donc sociaux qui avait aboutie au temps de Martin Luther King et Malcom X a eu lieu alors que les 10 % des plus riches s'accaparaient déjà 30 % des richesses du pays... à la période la plus égalitaire que les États-Unis aient connu !

Une élite noire a vu le jour, avec ses représentants comme Oprah Winfrey et plus récemment Barack Obama, promettant l'égalité entre tous. Les mêmes droits pour tous sont gagnés au moment où le libéralisme prend le devant de la scène avec sa spirale d'enrichissement d'une petite partie, en

appauvrissant tout le reste de la population. Les inégalités ne se sont pas effacées. Le salaire moyen est deux fois moindre pour les Noirs et le taux de chômage deux fois supérieur. Mais de manière générale, de plus en plus de travailleurs américains sont pauvres et endettés quelle que soit leur couleur de peau.

Un état répressif et une police dangereuse

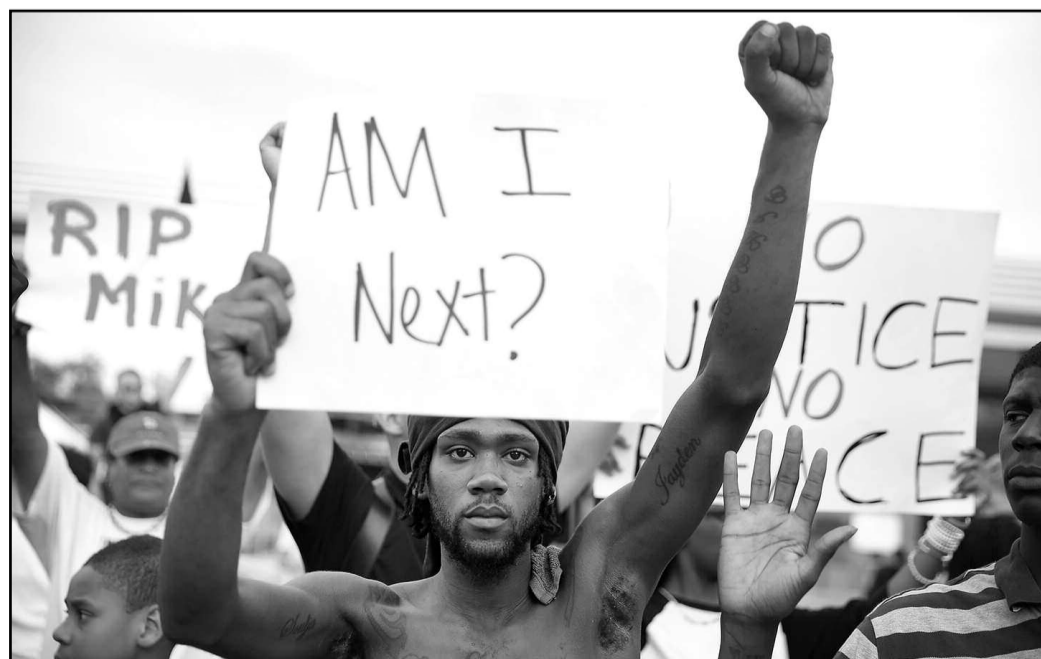
Les lois permettent entre autre aux policiers de tirer pour tuer juste après sommation et d'être acquittés. Chaque année des centaines d'homicides ont lieu en toute impunité. À Ferguson dans le Missouri, au mois d'août dernier, le meurtre de Michael Brown a été l'affaire de trop qui a déclenché des manifestations massives contre les violences policières. La ville a été en état d'urgence pendant plusieurs jours durant lesquels les forces de l'ordre se comportaient comme pendant un état de siège en la guerre d'Irak. De nouveaux meurtres par des policiers ont donné lieu à des grandes manifestations depuis. Les Noirs américains sont au devant des manifestations contre les violences policières car proportionnellement les victimes noires sont bien plus nombreuses et que les travailleurs afro-américains sont toujours parmi les couches les plus opprimées.

Les mots d'ordres "No Justice No Peace" (pas de paix sans justice) ont été mis en avant dans des rassemblements dans plus de 200 villes aux USA. Ces protestations souvent massives durent depuis six mois et les fausses "solutions" du gouvernement comme mettre des camera sur les agents de police ne calment en rien les masses puisque les meurtres policiers continuent.

Les conditions pour que le mécontentement déborde sont présentes

L'espoir que représentait Obama pour les 30 millions de Noirs américains n'est plus d'actualité. Il ne prend pas parti, il laisse les injustices perdurer pour les afro-américains et face aux violences

policières. Et pour laisser perdurer l'enrichissement d'une petite poignée d'individus, l'État prend des mesures répressives de plus en plus violentes. Pour qu'une telle inégalité se maintienne il faut écraser tous les autres. La colère sociale s'accumule. La situation politique américaine est désormais explosive et propice à la progression des idées socialistes.



Manifestation à Ferguson. On peut lire sur les pancartes (de gauche à droite) : «Repose en paix Mike», «Suis-je le prochain ?» et «Pas de justice, pas de paix»



L'Égalité

Non au racisme ! On ne se laissera pas diviser !

Les meurtres monstrueux des 7 et 9 janvier ne peuvent qu'attrister et choquer toute personne sensée. Les racistes de tout bord ont essayé d'en profiter, depuis le FN et Sarkozy, jusqu'aux abrutis qui ont été insulter des musulmans, taguer voire incendier des mosquées ou proférer des insultes antisémites ou prétendre que les assassinats barbares à Charlie Hebdo ou à l'épicerie casher seraient justifiés. Rien ne justifie de massacrer des innocents, ni des dessinateurs (de 75 ans !).

Nous refusons de nous laisser diviser par l'extrême droite politique ou religieuse, par les racistes, par tous ceux qui jettent de l'huile sur le feu de la division.

Les marches spontanées qui ont eu lieu dès le premier soir des attentats étaient autant en défense de la liberté d'expression et de conscience que contre le racisme et la tentation de certains de faire monter un racisme anti-musulman.

Pas d'unité derrière les Valls, Sarko ou Le Pen !

Valls-Hollande, aidés par la plupart des politiciens de droite, ont voulu prendre la tête de la manifestation parisienne. Et le Front National, pourtant régulièrement attaqué par les dessins de Charlie Hebdo, a voulu en profiter aussi. La quasi totalité des manifestations ont refusé au FN de pouvoir se joindre. Beaucoup n'oublient pas les déclarations racistes, antisémites et isla-

mophobes de nombreux dirigeants de ce parti. La manœuvre de Valls, c'était d'utiliser la tristesse et l'émotion de milliers de personnes pour redonner à son gouvernement une légitimité. Il a donc invité des gens aussi épris de liberté d'expression et de paix que les gouvernants israéliens (dont l'attaque sur Gaza a fait plus de 2000 morts l'été dernier), saoudiens, turcs, et même des nostalgiques des dictatures fascistes du 20ème siècle comme les 1er ministres ukrainiens, espagnol, ou hongrois...

Ces dirigeants politiques sont des menteurs. Ils prétendent défendre les valeurs de liberté et de fraternité. Quelle bande d'hypocrites ! Ils ne font rien contre le racisme, bien au contraire. Et la plupart de ces gouvernants sont les responsables directs des guerres impérialistes au Moyen Orient et en Afrique, où meurent des milliers d'innocents. Dans ces parties du monde, c'est désormais le chaos où les groupes comme Daesh, Boko Haram... pillent, violent et torturent, s'enrichissent sur le dos des populations civiles, en premier lieu musulmanes.

Après ces lâches attentats, il y aura d'autres manœuvres autant du gouvernement que de la droite ou de l'extrême droite, et pas seulement en France. Les seuls qui se frottent les mains ce sont les islamophobes. Ceux qui risquent de subir les insultes, les menaces, les discriminations renforcées, ce sont principalement les musulmans, ou supposés l'être. De même, un éventuel repli communautaire ou religieux en réponse

serait une erreur : les seuls qui gagnent à voir les travailleurs, les jeunes et la majorité de la population désunis, ce sont les capitalistes qui nous exploitent et rêvent d'un monde où les travailleurs sont incapables de s'unir dans leurs luttes.

La liberté de conscience et d'expression, c'est une lutte

Nous n'avons jamais été fan de Charlie Hebdo. Pendant toute une période, certains de ses journalistes défendaient des positions similaires à celle de Valls aujourd'hui et certains de leurs dessins pouvaient apparaître comme un soutien à la propagande islamophobe de certains intellectuels et politiciens. Mais un dessin n'a jamais tué personne. Souvent, ce n'était pas la croyance religieuse qui était attaquée mais l'utilisation qui en est faite par les puissants pour justifier les guerres ou le racisme. Nous sommes pour la liberté d'expression, autant pour Charlie Hebdo que pour Dieudonné par exemple, sans le soutenir pour autant, alors qu'il fait lui aussi son business dans la provocation stérile, avec de forts relents d'antisémitisme, et en étant pote avec les racistes, jusqu'au FN.

Et cette liberté d'expression et de conscience, c'est une lutte, ce n'est pas un cadeau des dirigeants politiques. Lorsque des dessinateurs comme Cabu ou Wolinski ont commencé leur travail d'artistes dans les années 60, ils dénonçaient le colonialisme, les pratiques barbares de l'armée française, la propagande de l'extrême droite etc. Leur recours à la provocation systématique ne nous plaisait pas toujours, mais c'est un choix qu'ils avaient le droit de faire. Tant qu'il n'y a pas d'appel à la haine ou au meurtre, alors la liberté d'expression ne doit pas avoir d'obstacle.

Le gouvernement va désormais essayer d'utiliser le prétexte des attentats pour limiter cette liberté d'expres-

sion, notamment avec de nouvelles lois anti-terroristes qui vont attiser les tensions, avec une multiplication des contrôles au faciès par la police et la présence banalisée d'hommes en armes (police et armée) dans la rue.

Quant à la situation sociale dans les quartiers, le chômage de masse qui touche la population et notamment beaucoup de jeunes issus de l'immigration, elle va continuer de se dégrader. Les terroristes n'ont vengé personne, ils ont même d'une certaine manière aidé les racistes et le gouvernement Valls.

Pour l'unité des travailleurs et de la population contre le racisme, l'islamophobie et l'antisémitisme !

Le racisme est interdit par la loi mais dans la vraie vie, il y a de nombreuses situations dans lesquelles être arabe ou noir est un handicap, notamment pour avoir un boulot ou un logement. Les réflexions racistes débiles contre les musulmans et contre les juifs, c'est régulier aussi. On ne peut pas forcer les gens à s'aimer les uns les autres, mais on peut montrer qu'une majorité d'entre nous refuse le racisme et refuse de se laisser diviser.

Valls fait des remarques odieuses sur les Roms, interdit les manifestations parisiennes de soutien au peuple palestinien et viendrait nous faire la leçon sur la tolérance, l'anti-racisme, ou la liberté

d'expression ? Non, on ne marche pas, nous combattons le racisme et le gouvernement Valls-Hollande !

Les travailleurs, les jeunes, les chômeurs, les retraités, quelque soit leur origine ne souffrent de conditions de vie toujours plus pourries. 1,5 million d'enfants pauvres en France, 5 millions de chômeurs, de plus en plus de licenciements et de salariés sans logement. C'est cette réalité-là qui mine les relations humaines. Est-ce que le

racisme quotidien est le fond du problème ? Non. Beaucoup sont conscients que pour être unis et forts et transformer la société durablement, il faut s'en prendre à la racine de nos problèmes.

Divisés, nous ne pouvons pas renverser leur système pourri ! Tout ceci permet aux capitalistes et aux gouvernements qui les servent de maintenir des conditions de vie désastreuses sans craindre de révolte massive. Comme le disait Malcom X, leader pour les droits des afro-américains aux États-Unis : il n'y a de capitalisme sans racisme !

C'est dès maintenant qu'il faut discuter et s'organiser pour agir ensemble. Contre le racisme, pour l'égalité entre tous et toutes, pour une société tolérante, où chacun et chacune pourra vivre comme il l'entend, selon la culture qu'il souhaite.

Contactez-nous ou rejoignez-nous si vous voulez mener campagne et lutter contre le racisme et le capitalisme !

Leila et Alex



Les vampires capitalistes en salivent d'avance... Le sang humain bientôt une marchandise ?

Les capitalistes ne connaissent aucune limite morale à leur soif de profit. Une multinationale pharmaceutique Suisse (Octapharma) a ainsi entamé des démarches judiciaires pour que le plasma thérapeutique-SD soit considéré comme un médicament. Elle a obtenu gain de cause auprès de la Cour de Justice Européenne auprès de laquelle le Conseil d'Etat s'était adressé sous prétexte qu'il s'agissait d'une directive européenne, pratique pour ne pas se mouiller.

Résultat, l'Etablissement Français du Sang,

organisme public qui recueille les dons anonymes et gratuits de sang, si utiles pour sauver des milliers de vies, n'a plus le droit de produire le plasma thérapeutique-SD depuis octobre dernier et perd son monopole public qui garantissait la gratuité.

Le gouvernement Valls n'entend évidemment pas s'opposer aux multinationales car l'application de la décision va permettre de justifier la suppression de 500 à 1200 postes sur les 9800 que compte l'EFS d'ici 2016. Pire encore, il a

demandé à l'EFS « d'aider » les industriels en conservant et distribuant leurs produits ! Les conséquences, c'est que les malades vont désormais payer et que les multinationales vont trouver une nouvelle source de profit en achetant le sang de donateurs et en le revendant selon les lois du marché.

Le sang doit rester gratuit et le don bénévole, et non être l'otage de ce commerce ignoble !

Une première grève des salariés de l'EFS a lieu le 27 janvier. Une pétition est en ligne :

<http://www.mesopinions.com/petition/sante/fi-n-don-ethique-france-marchandisation-sang/13251/page3>

Exigeons le refus de l'application de cette directive, Défendons le service public de don du sang !